



ÉVALUATION PROFESSIONNELLE 2013



LES VOIES DE RECOURS

FICHE PRATIQUE N° 2

LA DÉFENSE DE SES DROITS DEVIENT UN VÉRITABLE PARCOURS D'OBSTACLE

Comme détaillé dans le Numéro 13 du Syndicaliste F.O.-DGFIP, les modifications des modalités d'évaluation professionnelle ainsi que les voies de recours ont été largement remaniées. La principale nouveauté : l'introduction du recours hiérarchique préalable transforme la défense de ses droits en véritable parcours d'obstacle et vise clairement à limiter le volume des recours.

Le recours hiérarchique préalable

Désormais avant toute saisine de la CAP Locale, l'agent doit effectuer un recours hiérarchique dans les 15 jours francs à compter de la date de notification du compte rendu de l'entretien professionnel et de l'attribution de réductions-majorsations d'ancienneté. L'absence de ce recours rend tout recours devant la CAPL irrecevable.

Le supérieur hiérarchique doit accuser réception et répondre de manière motivée en cas de refus dans les 15 jours.

Le recours devant la CAPL

Le recours devant la CAPL est adressé par la voie hiérarchique, formalisé sur «l'imprimé 100» et doit être motivé et préciser les éléments contestés et les motifs.

Le recours devant la CAPN

Le délai de recours contre une décision administrative est de deux mois. Néanmoins, alors même que les représentants des personnels y étaient opposés, l'administration prévoit un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision

du DDFiP après avis de la CAPL pour des raisons pratiques. Pratique pour la hiérarchie, mais pas forcément pour l'agent. Est-ce bien légal?

Il est évident au vu de l'instruction que tout est mis en oeuvre pour décourager les collègues de formuler des recours.

Le recours en CAPN est formulé sur papier libre par la voie hiérarchique.

Il n'est pas automatique et nécessite une demande expresse de l'agent qui n'a pas obtenu satisfaction en CAP Locale.

La CAP Locale a des compétences préparatoires mais peut statuer définitivement sur un recours.

La CAP Nationale examine les recours déposés par les agents ne relevant pas d'une CAP Locale et les recours de 2ème niveau après avis de la CAPL.

Les éléments du recours

Le recours porte sur le compte rendu et/ou sur l'attribution de réductions/majorsations d'ancienneté.

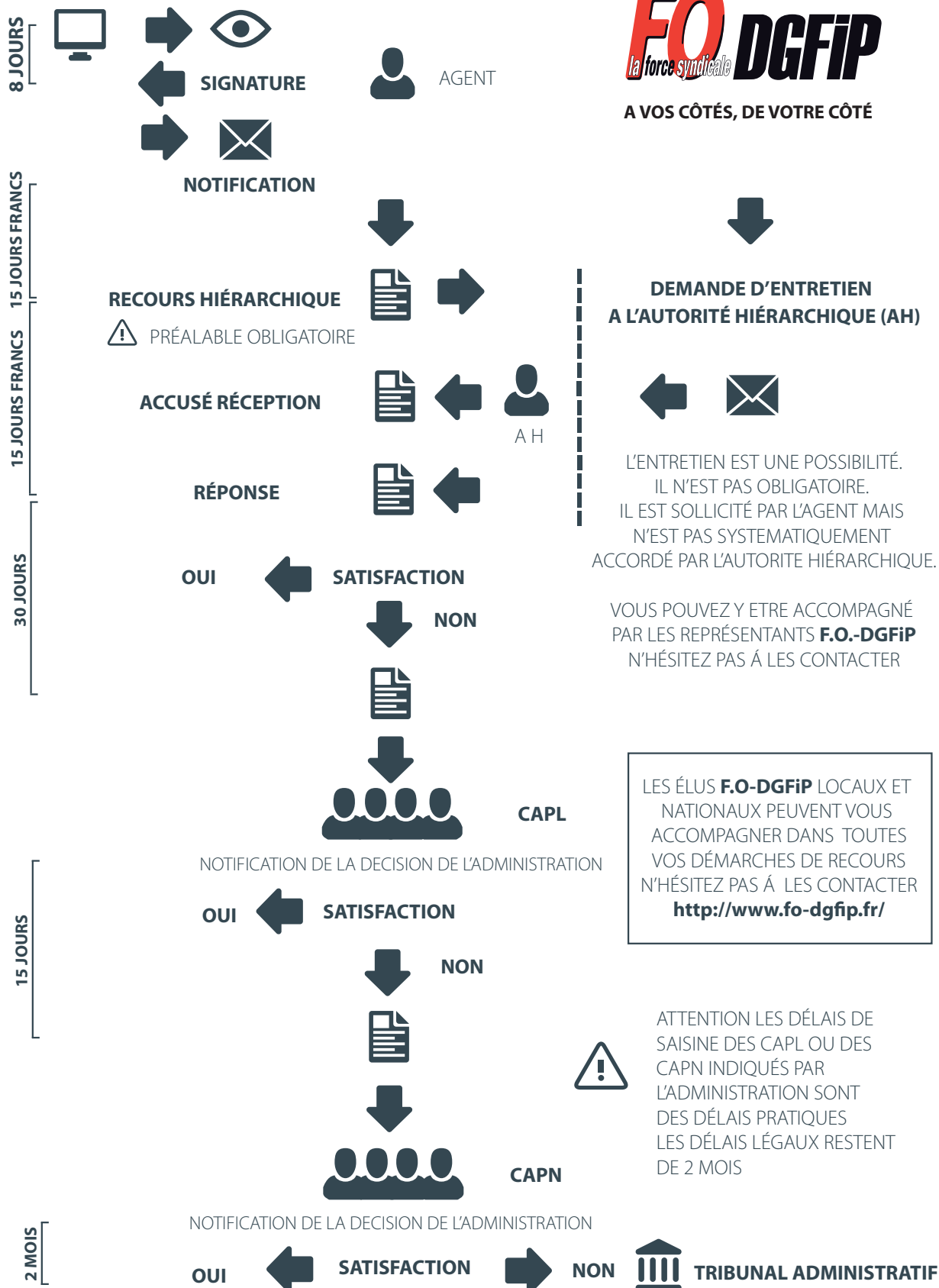
Les objectifs assignés l'année N ne peuvent être contestés que lors d'un recours en N+1 s'ils concernent l'évaluation.

C'est pour vous aider face à ces modifications et pour vous permettre d'y voir plus clair que cette fiche a été conçue.

N'oubliez pas que, dans chaque département, les représentants F.O.-DGFIP, militants, élus locaux et élus nationaux, sont à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de recours. Alors n'hésitez pas à les contacter.

LES RECOURS DANS LE CADRE DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

COMPTE RENDU DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL



MODÈLE DE RECOURS HIÉRARCHIQUE

NOM PRENOM

Ville, le.....(Date)

Grade

Direction/ service Résidence

Adresse

Ville

Autorité Hiérarchique

Sous couvert du Chef de service

Objet : Recours hiérarchique en révision du compte rendu d'entretien professionnel

Monsieur ou Madame,

J'ai pris connaissance de mon compte rendu d'entretien qui m'a été remis le.....2013.

En application de l'article 6 du décret du 28 juillet 2010, je sollicite la révision de mon appréciation générale, de l'appréciation de ma valeur professionnelle et/ou de ma manière de servir.

Je demande :

- la modification des rubriques littérales (fonctions exercées, résultats, objectifs, acquis de l'expérience professionnelle, ...). Celles ci sont en inadéquation avec ma manière de servir et ne correspondent pas à ma valeur professionnelle (développer à partir de la situation individuelle : dépassements des objectifs assignés, charge de travail du service, actions particulières, action de formation et/ou de tutorat, partage de compétences, référent...)
- (et / ou) à l'examen de mon dossier dans le cadre d'une promotion (capacité à accéder au grade supérieur)
- la révision du tableau synoptique (développer la motivation pour un déplacement de croix)
- la modification de l'appréciation générale (réécriture – ajout – suppression : développer)
- l'attribution d'une réduction de (un mois / deux mois) en conformité avec ma manière de servir.

Pour l'ensemble de ces motifs je vous demande de bien vouloir revoir mon compte rendu annuel d'entretien professionnel.

Nom
Signature

Dès la déclaration des revenus de 2012

66% de la cotisation syndicale ouvre droit à crédit d'impôt



La Loi de finances rectificative pour l'année 2012, parue au Journal officiel du 30 décembre 2012, officialise l'aboutissement d'une revendication portée par Force Ouvrière depuis de nombreuses années

Tous les salariés bénéficieront dorénavant d'un crédit d'impôt au titre des cotisations syndicales versées

Cette mesure s'applique dès la déclaration des revenus 2012 et met fin à une injustice fiscale entre syndiqués imposables et non-imposables

ADHÉRER, c'est S'INFORMER

ADHÉRER, c'est PARTICIPER

ADHÉRER, c'est déjà AGIR

BULLETIN D'ADHESION FO DGFIP <i>la force syndicale</i>	NOM :	PRÉNOM :
	N° DGI ou N° AGORA :	ADRESSE MÈL :
	GRADE :	QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : %
	AFFECTATION :	
	déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)	
Fait à		
le		
(signature)		

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu